

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

EUGÈNE BOISLANDRY DUBERN

Une part de la petite épargne dans les finances publiques américaines

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 202-204

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__202_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VII

VARIÉTÉ

UNE PART DE LA PETITE ÉPARGNE DANS LES FINANCES PUBLIQUES AMÉRICAINES

Parmi les caractères surprenants que le concours américain à la cause de l'Entente a présentés, l'un des plus notables est la transformation des habitudes financières. De débitrice envers l'Europe, l'Amérique est devenue en deux ans créditrice dans des proportions énormes. Quant aux modalités aussi, son concours a pris l'aspect d'une révolution. Le particularisme essentiel de sa vie économique a, pour le temps de guerre tout au moins, fait place à la centralisation; les emprunts en fonds d'État y ont supplanté les emprunts industriels; leur émission, au lieu de se faire selon l'occasion, par tel ou tel groupe de banques, a été lancée avec ensemble par tous les organes financiers du pays; enfin la population, naguère peu attirée, semblait-il, par les valeurs à revenus fixes, en a fait tout à coup son principal placement; elle leur a apporté non seulement le contingent habituel (relativement faible en temps de paix) de ses épargnes, mais de nombreux milliards d'épargnes supplémentaires; les prodiges sont devenus économes et cette conversion s'est propagée même dans les milieux ouvriers qui y sont particulièrement réfractaires.

Le Gouvernement des États-Unis s'est préoccupé dès 1917 de faire participer tous les milieux à l'accumulation de capitaux destinée à renforcer les emprunts fédéraux. Il a créé des instruments très ingénieux (carnets et timbres d'épargne) destinés à faciliter aux plus petits épargnants le placement des plus modestes sommes. Il a organisé, à l'exemple de l'Angleterre, une campagne pour l'économie sous toutes les formes. Voici quelques données sur les résultats de ces initiatives qui présentent un intérêt social évident.

Par la loi du 24 septembre 1917 le Congrès des États-Unis a autorisé le Trésor à émettre des valeurs convenant à l'épargne populaire mieux que les « obligations de la Liberté » dont la moindre coupure est de \$ 50. Ces nouvelles valeurs devaient porter le nom de War Savings Certificates (certificats d'épargne de guerre). Destinées à drainer les sommes trop faibles pour se placer autrement et à en stimuler la formation, les nouveaux certificats sont affectés de conditions particulièrement favorables, mais aussi le bénéfice en est réservé : nul ne doit en acheter pour plus de \$ 100, ni en posséder à la fois pour plus de \$ 1.000.

Ils sont émis, non sous la forme habituelle de titres, mais sous celle de cartes et carnets d'épargne, sur les cases desquels l'auteur du placement colle des timbres spéciaux achetés au fur et à mesure qu'il économise. Les certificats d'épargne devant tous être remboursés le 1^{er} janvier 1925, le prix des timbres est d'autant plus élevé qu'ils sont acquis plus tard. Leur prix, toujours inférieur au pair, est calculé de ma-

nière à assurer un placement à 4 % à intérêts composés. Le taux subit une réduction si le porteur utilise la faculté de remboursement anticipé. Les certificats d'épargne permettent d'ailleurs d'assurer le bénéfice des intérêts composés aux placements faits en autres valeurs du Trésor, puisque dans la limite du maximum légal qu'une même personne peut posséder, ils servent au remploi des sommes produites par l'intérêt des « obligations » de la Liberté.

Quoique les autorités américaines, en créant les certificats d'épargne, se soient proposé surtout un but d'éducation sociale, elles en attendaient beaucoup, même au point de vue financier, d'autant plus que ce placement aurait pour contre-partie une réduction des dépenses privées faites par les éléments de la population les plus nombreux, par ceux qui utilisent le plus de produits de consommation courante, tels qu'il en faut aux troupes. Grâce aux progrès de l'épargne populaire une plus grande quantité de ces produits est restée sur le marché à la disposition du Gouvernement fédéral et des Alliés. Au point de vue du ravitaillement donc, comme au point de vue financier qui lui correspond, le Gouvernement et les banques avaient le devoir d'engager et de soutenir la campagne de propagande tendant à éclairer la partie du public la moins fortunée sur la question de l'économie et des placements. Cette campagne a été menée avec autant d'ardeur que d'esprit pratique; elle est faite avec méthode; toutes les bonnes volontés de collaboration ont été recrutées dans les milieux les plus variés : administrations, corps enseignant, clergé, associations ouvrières, personnel des transports et des grands magasins; la presse et l'association des banquiers ont naturellement la plus large part dans ce travail de publicité et de diffusion financière. On obtient beaucoup de l'opinion publique lorsque l'on sait se faire comprendre d'elle. De même que la campagne française amenant l'or aux guichets de la Banque de France, la campagne américaine des placements populaires a remué des milliards.

La loi primitive autorisant l'émission des timbres d'économie et d'épargne prévoyait que la valeur nominale de cette émission pourrait atteindre au maximum \$ 2 milliards. D'après les prévisions du secrétaire du Trésor les sommes à encaisser de ce chef pour le compte de l'Etat devaient atteindre \$ 663.200.000 pendant l'exercice de 1917-1918 et augmenter jusqu'à \$ 1.009.200.000 dans l'exercice 1918-1919.

La vente des timbres a commencé en décembre 1917. De cette date au 23 octobre 1918 les encaissements effectifs qu'elles ont procurés au Trésor ont atteint \$ 807.154.408, ce qui représente, en chiffres ronds \$ 900 millions comme valeur nominale des timbres. Ainsi il en avait déjà été vendu au public une quantité presque égale à celle qui avait été prévue à l'origine comme but maximum à atteindre.

Aussi le Congrès a-t-il autorisé depuis l'automne 1918 une émission plus forte pouvant aller jusqu'à un maximum de \$ 4 milliards. L'expérience de ces derniers mois et les préparatifs faits pour la suite permettent d'espérer que ce résultat sera atteint.

« L'organisme de placement, dit la *National City Bank*, dans sa circulaire de novembre 1918, a maintenant progressé et fonctionne avec méthode. Au siège central de Washington sont enregistrées environ 150.000 sociétés d'épargne de guerre, ayant chacune de 10 à 12.000 membres qui se sont tous engagés à faire des épargnes et à les placer en fonds d'Etat. Au total environ 31 millions de personnes se sont engagées à économiser et à acheter des timbres. Outre les 55.000 bureaux de poste, il y a 232.000 agences autorisées à vendre des timbres. Les recettes mensuelles que le Gouvernement fédéral recueille de cette source excèdent maintenant de beaucoup le total des impôts qu'il recouvrait avant la guerre.

« Grâce à leur ample diffusion ces timbres constituent une forme particulièrement appréciable d'emprunt pour la nation et leur émission continuera sans doute aussi longtemps que le Gouvernement fédéral aura besoin d'emprunter. Étant donné que les emprunts de la Liberté devront être remplacés à leur échéance, les timbres d'épargne resteront longtemps un élément notable des finances publiques. »

Au Canada le système des « épargnes de guerre » employées en timbres a pris aussi une vigoureuse extension et semble devoir continuer ses services en temps de paix. La *Gazette de Montreal* du 21 novembre dernier prévoyait, d'après les déclarations

officielles, que cette forme d'emprunt produirait \$ 50 millions, somme élevée pour le pays d'autant plus qu'elle vient après d'autres émissions déjà nombreuses et fortes. Le taux réel en est un peu plus élevé qu'aux États-Unis, mais le principe est le même, et les organes de placement populaires y sont, comme aux États-Unis et en Angleterre, de nombreuses associations libres, dites « Associations d'épargne de guerre » reliées entre elles et travaillant d'après un plan commun sous le contrôle du Trésor.

A l'origine et pendant l'inévitable période des tâtonnements, ces associations de bienfaisance et d'action patriotique rencontrèrent beaucoup de sceptiques. Leur œuvre (comme on l'a dit aussi des essais de participation aux bénéfices) était parfois qualifiée d'« expérience en vase clos ». Il sera intéressant de suivre cette expérience et de voir quelles proportions le vase prendra.

_____ Eug. BOISLANDRY DUBERN.